

Accalmie passagère dans la crise énergétique au Burundi

PANA, 21 avril 2016 Bujumbura, Burundi - La capacité de production du courant d'origine hydroélectrique a plus que triplé, ces derniers temps, au Burundi, passant de quelque 30 à 66 mégawatts grâce à une bonne pluviosité qui ne vient toutefois pas régler les problèmes structurels chroniques du secteur de l'énergie au Burundi, a-t-on appris, jeudi, de source proche du ministère de l'Energie.

Les saisons sèches se suivent et se ressemblent par des délestages obligés et autres coupures intempestives de courant, faute d'investissements récents dans le secteur de l'énergie qui compte essentiellement sur deux principaux barrages hydroélectriques datant des années 1970, déplore-t-on dans les milieux des consommateurs à Bujumbura. Cette ci-commence passagère du ciel a néanmoins poussé le ministre de l'Energie, Côme Manirakiza à remettre au jour certains projets jusque-là oubliés ou mis en veilleuse, faute de courant électrique suffisant pour répondre à la demande nationale encore déficitaire d'au moins 30 autres mégawatts. Outre les délestages et autres coupures intempestives du courant qui vont être corrigés, le ministre a promis un éclairage public, aussi bien à Bujumbura, la capitale économique et politique du Burundi, qu'à l'intérieur du pays. Les milieux sécuritaires du pays ne demandent que cela pour mieux lutter contre la criminalité qui profite souvent de l'obscurité au Burundi. Un projet-pilote d'éclairage public avait été expérimenté, en 2014, à Bujumbura, grâce à un don matériel chinois qui emmagasine librement l'énergie solaire à l'usage. L'expérience n'a toutefois pas tenu toutes ses promesses à cause des citoyens dont certains ont rivalisé d'ardeur dans le vol et le détournement à d'autres fins des batteries et des panneaux solaires installés sur la voie publique. Parmi d'autres "vandales" cités par le ministre figurent des chauffeurs qui ne font toujours pas attention et heurtent les poteaux de l'éclairage public. Le nouveau projet va faire en sorte que les batteries et autres plaques solaires soient mieux fixées et difficiles à arracher, s'est-il engagé. Des projets d'interconnexion des réseaux électriques avec les pays voisins ont été aussi évoqués par le ministre, toujours dans souci de résoudre durablement la crise énergétique devenue chronique au Burundi et qui freine le développement socio-économique national. Le pays est encore loin du compte des quelque 150 mégawatts nécessaires à l'exploitation industrielle de certains minerais dormants, principalement le Nickel, reconnaît-on du côté du ministère de l'Energie et des Mines.